

destin, nous le voyons d'abord à Péronne où ses chefs le tiennent en grande estime. Il est commandant à trente-trois ans ; il prend, en 1883, la direction à Alger d'un bataillon de chasseurs. Puis il revient en 1885, dans les Alpes. Lieutenant-colonel en 1890 à Argentan, il est nommé trois ans plus tard, colonel à Compiègne.

On était à l'époque où l'armée souffrait persécution. Les sectaires, sous prétextes de la purifier du virus réactionnaire, affaiblissaient la discipline, établissaient leurs fiches, espionnaient les officiers. Inutile de rappeler ici l'histoire du dreyfusisme et les agissements du général André. Un grand nombre d'officiers du plus grand mérite, découragés, donnèrent alors leur démission. La France s'en allait à la ruine, et c'est à une protection spéciale de la Providence qu'il faut attribuer sa survie.

Pendant que certains chefs se retiraient, d'autres firent confiance à la patrie et ne voulurent point désespérer de l'avenir. Parmi ces derniers se trouvait Pau. Fidèle à ses devoirs religieux, indépendant sans bouderie, gagnant par la perfection de son service et l'évidente supériorité de son génie l'estime universelle, il s'imposa. Promu officier de la Légion en 1894, commandeur dix ans après ; il est nommé brigadier à 48 ans, divisionnaire en 1903. Puis il commande le 16e corps d'armée à Montpellier. Enfin il est élu, 1909, membre du Conseil supérieur de la guerre, et commandant, à Nancy, du fameux 20e Corps, le gardien de nos frontières et l'orgueil de l'armée française.

Dès lors il était désigné par l'opinion unanime de la nation et de l'armée pour le poste de généralissime dans la future guerre que l'on voyait poindre à l'horizon. Il imposait son opinion au Conseil supérieur de la guerre, non certes par l'intrigue, car il était le plus modeste des hommes, mais par la libre adhésion de ses collègues.

En 1911, après l'historique incident d'Agadir, chacun comprit que, puisque l'Allemagne nous provoquait, la guerre était imminente, et le gouvernement se résolut enfin, malgré ses répugnances, à désigner un généralissime. Le Conseil supérieur proposa à l'unanimité le général Pau. Pourtant il ne fut jamais nommé. On a dit que cet homme magnanime, avant d'accepter la responsabilité du salut de la France, demanda qu'on lui laissât le libre

choix de ses principaux collaborateurs. C'était évidemment trop exiger de ministres politiques, esclaves d'une Chambre radicale ; ils refusèrent ; et le général, se retirant humblement, désigna alors pour son remplaçant le général Joffre dont il estimait le mérite, et qui depuis, s'est montré digne de la confiance placée en lui.

Deux ans plus tard, le général Pau devait rendre à son pays un dernier service. Sous la menace toujours croissante de la guerre, la France sentait la nécessité de grossir ses bataillons ; et l'unique moyen de les grossir était de rétablir le service de trois ans, moyen impopulaire parmi les masses travaillées par le socialisme. Il fallut bien, néanmoins, s'y résoudre ; et le gouvernement nomma pour ses commissaires à la Chambre : le général Joffre et le général Pau. Chacun a gardé le souvenir de cette tragique séance où les chefs de l'armée furent grossièrement insultés par des députés radicaux. Les généraux s'indignèrent, Pau voulait quitter la Chambre, et on eut grand peine à le retenir. Il parla, néanmoins, non à la Chambre mais au Sénat, et ce vieux soldat nourri dans les camps, par la seule force de la raison et par le feu qu'allumait en lui l'amour de la patrie, atteignit la haute éloquence et enleva le vote qui, peut-être, nous a sauvés, juillet 1913.

Atteint par la limite d'âge, promu grand officier, puis grand-croix de la Légion d'honneur, le général prit sa retraite en novembre 1913, et passa son cher 20e Corps d'armée à son émule et ami le général Castelnau.

Sur ces entrefaites la guerre éclata, août 1914.

Qu'allait-on faire du vieux guerrier ? Les événements se chargeront de nous répondre.

Dès les premiers engagements, les choses prirent pour nous une mauvaise tournure. Nos troupes avaient envahi l'Alsace et pénétré dans Mulhouse, au milieu des acclamations. Cette invasion était prématurée, nos divisions trop faibles, et dès le huit août, Mulhouse fut évacué.

C'était un grave échec, le gouvernement rappela le général Pau de sa retraite et lui confia l'armée d'Alsace, 9 août.

Le vieux soldat accourut aussitôt et prend les rênes. Il a tôt fait d'organiser une nouvelle offensive. Il se jette sur l'ennemi qu'il